

La période actuelle montre le retour de la fermeté et de la décision. Encore faut-il que les Français en prennent conscience et évoluent dans leur comportement.

En politique intérieure.

L'épreuve de force est engagée avec les syndicats de la SNCF. Il était temps pour ceux qui subissent au quotidien les dysfonctionnements des trains qu'ils soient au niveau national, régional et surtout francilien. EDF a eu aussi des vellétés de grève malgré les avantages de ses salariés, non concernés par les réformes. Comment accepter aujourd'hui que des corporations puissent bloquer le pays et bien sûr la liberté de circuler et de travailler ?

De même, bien complaisamment véhiculées par les médias, les occupations d'universités par quelques centaines d'étudiants sont mises en valeur alors que l'immense majorité des étudiants ne suit pas le mouvement. A se demander si certains médias ne souhaiteraient pas voir mai 1968 renaître en 2018. On peut aussi s'étonner du temps mis par les responsables des universités à faire évacuer par les forces de l'ordre les salles occupées. Ne s'agit-il pas d'une certaine façon de laisser le désordre s'installer ?

Enfin parlons de cette ZAD de Notre-Dame des Landes. Comment comprendre qu'aujourd'hui nos gendarmes risquent leur vie alors que cette situation illégale dure depuis des années ? Un ex-président comme François Hollande, qui s'exprime tant et avec tant de ressentiment, ne devrait-il pas rendre des comptes pour le désordre qu'il a laissé s'installer ?

Pour régler cette crise intérieure, remarquons que le gouvernement a préféré déployer une force militaire et non de CRS sous les ordres directs du général Lizurey, directeur général de la gendarmerie, comme nous avons pu le voir sur les écrans. Par ses savoir-faire, sa rusticité, son organisation, une force militaire est un atout pour une démocratie. Le gouvernement l'a bien senti. Maintenant faut-il accepter les jets d'acide, de cocktails Molotov, ces actions de guérilla ?

Il est temps que l'autorité de l'Etat s'exerce avec détermination, fermeté et que l'opinion publique accepte les « accidents ». Il n'est pas tolérable que des individus agissent contre l'Etat, contre les lois en pensant qu'ils seront préservés de sanctions et des conséquences physiques de leurs actes de violence.

En politique intérieure, l'Etat doit retrouver sa force alors que, depuis plusieurs dizaines d'années, de nombreux politiques ont évité toute affirmation de l'autorité. Les « compromis » se sont bientôt révélés comme étant des compromissions, sinon les symboles mêmes du manque de courage.

Le dégagisme de mai 2017 a montré son utilité. Ces crises intérieures montrent qu'il était temps que l'autorité de l'Etat et de l'exécutif soit affirmée.

En relations internationales : les frappes politiques en Syrie

Le président de la République a désormais atteint un nouveau niveau. Le chef des armées a exercé son pouvoir et donc ajouté la dimension militaire opérationnelle qui lui manquait après l'échec de cet été avec la crise de Villiers ».

Le président de la République a fait la preuve de sa détermination dans une crise internationale. Il a effectivement agi face à la Syrie en cadrant bien l'engagement militaire. E. Macron est devenu pleinement chef des armées puisqu'il a décidé de sa première opération militaire.

Enfin, cette opération qui a engagé d'importants moyens aériens et navals ne s'est pas décidée sur une intuition. Un rapport complet a été mis en ligne ce jour sur le site du ministère des armées (Cf. [Ministère des armées](#)) présentant les éléments justifiant cette attaque.

Que nous montre cette attaque ? Il s'agit d'une frappe politique assurée par les trois puissances militaires occidentales qui comptent : Etats-Unis, France et Royaume-Uni. Leurs exécutifs s'étaient engagés à sanctionner la Syrie et à rappeler sans ambiguïté que le droit international condamnait tout emploi de l'arme chimique depuis la Première guerre mondiale.

A la différence des Etats-Unis d'Obama en 2013, ces trois Etats ont pris légitimement leurs responsabilités devant l'effacement de la communauté internationale soumise aussi au veto russe. Le président Assad n'était pas visé alors qu'il aurait pu être la cible de la centaine de missiles de croisière. Donc une frappe limitée pour éviter toute escalade militaire avec un avertissement politique fort. Le principal ennemi reste les derniers éléments de Daech et tout relâchement dans la guerre permettra sa renaissance.

Par ailleurs, ces frappes annoncées suffisamment à l'avance ont permis que les Syriens et les Russes puissent évacuer les zones possibles de frappe. Il faut espérer que ces frappes politiques aient effectivement détruit les capacités chimiques connues et que cela ne soit pas uniquement la répétition des représailles aériennes françaises sur Baalbek en 1983 ! Le Hezbollah avait été prévenue et seules des chèvres avaient été tuées.

Ces frappes symbolisent aussi la stratégie de « containment » de la Russie par l'OTAN et l'Union européenne engagée depuis 2014 en Ukraine. Elle marque un coup d'arrêt aux menaces et aux ambitions russes. La force a répondu à la force d'autant que la défense antiaérienne russe n'a rien empêché : accord ou incapacité malgré la revendication du retour de la puissance militaire russe ?

Quant aux mesures éventuelles de rétorsion de la Russie, elles paraissent aujourd'hui bien improbables hormis par une stratégie de propagande déjà bien engagée. Je m'étonne d'ailleurs que, ce dimanche 15 avril, une grande radio française, RTL, comme France 2 en 1990 (A l'époque Antenne 2), donnait la parole à un ministre d'un Etat que nous combattons plus ou moins directement !

La marine française à l'instar de la marine russe il y a deux ans (comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni en 2011) montre qu'elle est capable de frapper aujourd'hui à 1000 km avec une précision métrique. Un article du Monde du 14 avril 2018 nous explique la montée en puissance de cette nouvelle capacité militaire lancée en 2001 et mise en service en 2015 (Cf. [Article du Monde](#)). Cette « opportunité » syrienne a permis à la Marine française de valider cette nouvelle arme.

Enfin, je conclurai bien volontiers sur les déclarations affligeantes des différentes oppositions

françaises entendues à ce jour, sinon d'un ancien président de la République qui ferait bien de se taire avec humilité. De peu de vision stratégique, plus enclines à faire de la politique politicienne, elles sont le symbole de cette vieille classe politique qui a justement conduit la France à la situation d'aujourd'hui qu'elle soit intérieure ou extérieure. Il est temps que les Français s'habituent à un recours plus fréquent et nécessaire à la force pour imposer la volonté de l'Etat.